














CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**ANALYSES DE L'EAU POTABLE, DE L'EAU CHAUDE
SANITAIRE ET DES EAUX TECHNIQUES DES SITES
DU GROUPEMENT HOSPITALIER TERRITORIAL DE
MARTINIQUE**

CHU DE MARTINIQUE
Hôpital Pierre Zobda Quitman
La Meynard
BP 90632
97261 FORT-DE-FRANCE

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	ANALYSES DE L'EAU POTABLE, DE L'EAU CHAUDE SANITAIRE ET DES EAUX TECHNIQUES DES SITES DU GROUPEMENT HOSPITALIER TERRITORIAL DE MARTINIQUE
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	4
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Bénéficiaires de l'accord-cadre	4
1.3 - Modalités de mise à disposition de l'accord-cadre	4
1.4 - Répartition des responsabilités	4
1.5 - Décomposition du contrat	5
1.6 - Type d'accord-cadre	5
1.7 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
1.8 - Réalisation de prestations similaires	6
2 - Pièces contractuelles	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
4 - Protection des données à caractère personnel	6
5 - Durée et délais d'exécution	6
5.1 - Durée du contrat	6
5.2 - Reconduction	7
6 - Prix	7
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
6.2 - Modalités de variation des prix	7
7 - Garanties Financières	8
8 - Avance	8
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	8
8.2 - Garanties financières de l'avance	8
9 - Modalités de règlement des comptes	8
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement	8
9.3 - Délai global de paiement	9
9.4 - Paiement des cotraitants	9
9.5 - Paiement des sous-traitants	9
10 - Conditions d'exécution des prestations	9
11 - Développement durable	10
12 - Constatation de l'exécution des prestations	10
12.1 - Vérifications	10
12.2 - Décision après vérification	10
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	10
14 - Pénalités	10
14.1 - Pénalités de retard	10
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	11
14.3 - Autres pénalités spécifiques	11
15 - Assurances	11
16 - Clause de réexamen	11
17 - Résiliation du contrat	12
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	12
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	12
18 - Règlement des litiges et langues	13
19 - Dérogations	13
20 - Signature	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

ANALYSES DE L'EAU POTABLE, DE L'EAU CHAUDE SANITAIRE ET DES EAUX TECHNIQUES DES SITES DU GROUPEMENT HOSPITALIER TERRITORIAL DE MARTINIQUE

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par les établissements du GHT de Martinique.

1.2 - Bénéficiaires de l'accord-cadre

Le Groupement Hospitalier du Territoire (GHT) de la Martinique est composé des établissements suivants :

Etablissement support : CHU de Martinique

- Hôpital Pierre Zobda Quitman (PZQ1/PZQ2/PZQ3)
- Maison de la Femme, de la Mère et de l'Enfant (MFME)
- Centre Emma Ventura
- Hôpital Albert Clarac
- Hôpital de Mangot Vulcin
- Hôpital Louis Domergue (CHLD)

Etablissements parties :

- CH Nord Caraïbe (Carbet – Saint Pierre – EHPAD du Prêcheur)
- CH Lorrain Basse Pointe (CHLBP)
- CH Romain Blondet (Saint-Joseph)
- CH François et Saint-Esprit (CHEWA ET CHSE)
- CH Marin et Trois-Ilets
- EHPAD Les Madrépores (Anses d'Arlet)
- EHPAD Marcel Hardy (Robert)

Tous les établissements n'ont pas formulé de besoin au moment de la publication. Il leur est donné la possibilité d'intégrer en cours de route le marché, sous réserve de la faisabilité et des ressources disponibles conformément à l'article 16 du présent CCAP.

1.3 - Modalités de mise à disposition de l'accord-cadre

Les établissements du G.H.T. de Martinique, partie au contrat, sont bénéficiaires de plein droit de l'accord-cadre. Ils sont engagés, pour chaque lot, à émettre leurs bons de commande auprès des titulaires retenus dans les conditions prévues par le CCAP, dès la notification de l'accord-cadre.

1.4 - Répartition des responsabilités

Les responsabilités respectives de l'établissement support du G.H.T. de Martinique et des établissements parties se répartissent comme suit :

	Etablissement support	Etablissement parties
Supervision de la phase de lancement de l'accord-cadre et accompagnement de leur mise en œuvre initiale par les titulaires dans les établissements bénéficiaires	x	
Passation, Signature notification de l'accord-cadre et de ses avenants, Résiliation de l'accord-cadre	x	
Etablissement et Envoi des bons de commande		x
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	x	
Procéder à la reconduction des marchés	x	
Agrément des sous-traitant	x	
Délivrance du certificat de cession de créances	x	x
Opérations de réception/admission des prestations objet du marché		x
Païement des prestations objet du marché auprès du titulaire		x
Appliquer les pénalités		x
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des accords-cadres, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution de l'accord-cadre	x Pénalités reporting	x pénalités d'exécution
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande		x

1.5 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 4 lot(s) :

Lot(s)	Désignation	Montant maximum annuel HT
01	Analyse de l'eau secteur CENTRE CHUM hors Trinité	38 000 €
02	Analyse de l'eau secteur NORD CARAIBES CH Nord Caraïbes (Carbet- Saint Pierre - Prêcheur)	52 000 €
03	Analyse de l'eau secteur NORD ATLANTIQUE CH Lorrain Basse Pointe – CH Louis Domergue (Trinité)	18 000 €
04	Analyse de l'eau secteur SUD CH François – CH Saint Esprit – CH Marin –CH Trois-Ilets	42 000 €

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.6 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.7 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par les établissements du GHT de Martinique.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- le nom ou la raison sociale du titulaire.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.8 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques particulières (CTP) et ses annexes
- Le cadre de mémoire technique justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- Le catalogue/ listing des prix du fournisseur

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire devra respecter les consignes de sécurité selon le règlement de chaque établissement dans lequel il sera amené à effectuer des prélèvements.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date fixée par ordre de service.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction. En cas d'atteinte du seuil maximum prévu au marché, il peut être reconduit de manière anticipée pour une nouvelle période d'un an. La durée de l'accord-cadre sera ainsi réduite au prorata des mois anticipés. Le pouvoir adjudicateur informe par écrit le titulaire de cette reconduction anticipée.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Le présent accord-cadre à bons de commande est conclu à prix unitaires révisibles annuellement. Les prix sont fermes la 1ère année. Ils sont révisibles à la date d'anniversaire de l'accord cadre dans les conditions suivantes : le titulaire devra adresser au CHUM (établissement support) sa demande de révision de prix, sous pli recommandé avec avis de réception, au moins TROIS (3) MOIS avant la date d'application des nouveaux tarifs. A défaut de remplir cette obligation dans les délais impartis, le titulaire est réputé refuser la révision et l'accord-cadre à bons de commande se poursuit sans modification de prix.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix seront révisés par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
01	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (010546320 (n) / 010546320 (o))$	Tous les prix
02	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (010546320 (n) / 010546320 (o))$	Tous les prix
03	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (010546320 (n) / 010546320 (o))$	Tous les prix
04	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (010546320 (n) / 010546320 (o))$	Tous les prix

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	010546320	Indices des prix de productions des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) - CPF 71.20 - services de contrôle et analyses techniques
02	010546320	Indices des prix de productions des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) - CPF 71.20 - services de contrôle et analyses techniques
03	010546320	Indices des prix de productions des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) - CPF 71.20 - services de contrôle et analyses techniques
04	010546320	Indices des prix de productions des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) - CPF 71.20 - services de contrôle et analyses techniques

Clause de sauvegarde : L'acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 3.0%.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 20003452800014 Le numéro indiqué concerne le CHUM. Il faut se référer à l'annexe 1 du présent CCAP pour les autres établissements.

Les factures devront être conformes, dans les moindres détails, au BPU et/ou au listing des prix (+ rabais si existant) et y devra y apparaître clairement l'ETABLISSEMENT BENEFICIAIRE ET EMETTEUR DU BON DE COMMANDE

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Fourniture d'un relevé de consommation semestrielle et indicateur de performance associée :

Tous les 6 mois à compter de la notification du marché, le Titulaire devra transmettre, par voie électronique, à la direction des achats, un relevé des analyses effectuées par sites et par lot. Ce relevé devra contenir les informations suivantes :

- N° marché
- Lot concerné
- Libellé de la prestation
- Etablissement concerné
- Quantité consommée (type d'analyse, nombre de prélèvements...)

Ces éléments seront présentés sous la forme de fichiers informatiques établis sur un logiciel tableur (type EXCEL) et seront envoyés à :
Direction des Achats

11 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Chaque intervention fera l'objet d'un rapport d'analyse conformément au CCTP (art 6).

Délai de transmission des résultats de contrôle : 5 jours après obtention des résultats d'analyse

En cas de résultat « non conforme » de dépassement grave des limites de qualité, pour un ou plusieurs paramètres d'analyse de l'eau, le prestataire est tenu de transmettre par fax et email de toute urgence les résultats des analyses effectuées à la liste des personnes référentes de l'établissement concerné.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 150,00 €.

Cette pénalité s'appliquera :

- en cas de retard dans le délai d'intervention ;
- en cas de retard dans la remise des rapports d'intervention.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect des conditions de prélèvement ou de transport	Forfaitaire	150,00 €	

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, par avenant, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,

- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne nouveau mandataire.

Compléments et évolutions:

En cas d'évolution technologique ou d'émergence d'une prestation répondant aux besoins définis dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire pourra proposer une prestation complémentaire de qualité au moins équivalente à celle de la prestation retenue en marché. Le prix de la prestation sera inférieur, égal ou supérieur à 10% maximum du prix de la prestation initiale. Le GHT établira un avenant actant la modification du marché dans les mêmes conditions initiales du marché.

Ajout d'un établissement du GHT au marché existant:

Dans le cas où un établissement du GHT de Martinique, non partie initialement au présent accord cadre, souhaite bénéficier du contrat, l'accord cadre peut être modifié.

Le titulaire en sera informé par écrit et devra formuler une offre de prix concernant la ou les nouvelle(s) prestation(s) aux conditions d'exécution de l'accord cadre.

Après accord du GHT, un avenant sera établi afin d'intégrer ces nouvelles prestations.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de la Martinique est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

20 - Signature

Le 27 10 2025

Le Directeur du Pôle Finances - Achats

Le Directeur Général
Par délégation,
Le Directeur du pôle
Finance - Achats
GAEL MOTREFF



Annexe n°1 au CCAP - Liste des établissements membres du GHT de la Martinique et informations relatives au paiement

Etablissements membres	Adresses	SIRET	FINESS	N° D'ENGAGEMENT
CHUM	CS 90632 - Route de Chateauboeuf - 972061 Fort de France cedex	20 003 452 800 014	970211207	DCE-2025-007-VA
CH de SAINT JOSEPH: ROMAIN BLONDET	Quartier Grosse Giouttière, Chemin Fantaisie, Saint-Joseph 97212	26 972 075 100 016	970200077	
CH du MARIN	37 Bd Allegre, Le Marin 97290	26 972 074 400 011	970200036	
CH des TROIS ILETS	Lotissement Pointe Courchet, Le François 97240	26 972 071 000 012	970202172	
CH du FRANCOIS	Lotissement Pointe Courchet, Le François 97240	26 972 073 600 033	970200101	
CH de SAINT ESPRIT	Route de Petit Bourg Le Saint Esprit 97270	26 972 079 300 018	970202164	
CH du NORD CARAIBES	Quartier Lajus - 97221 LE CARBET	20 003 406 000 011	970211165	
CH du LORRAIN BASSE POINTE	758 Chem. de Lange, Le Lorrain 97214	26 972 087 600 011	970200028	
EHPAD des ANSES D'ARLET "LES MADREPORES"	16 A, Rue des Gestrams, Les Anses-d'Arlet	26 972 083 500 017	970200234	
EHPAD du ROBERT "MARCEL HARDY"	Route du Bois Poteau 97231 Le Robert.	26 972 085 000 024	970202230	

